

Scientifiques et soignants s'élèvent contre la déréglementation des pesticides

12 décembre 2025

Scientifiques et professionnels de santé interpellent le premier ministre

[lettre de plus de 2300 scientifiques et soignants](#)

Comme lors de l'examen du projet de Loi Duplomb, des scientifiques, des soignants et des soignantes s'alarment dans une [lettre ouverte](#) au premier ministre. Sous couvert de simplification de la réglementation européenne concernant les pesticides, nous assistons à une vague de déréglementation et de mise à l'écart des données scientifiques censées fonder les autorisations de mises sur le marché des pesticides (AMM).

Nous le redisons avec force : les données scientifiques, médicales et économiques convergent pour justifier au contraire **un renforcement du rôle des agences sanitaires, un renforcement des protections contre les effets toxiques avérés des pesticides et, plus largement, un soutien aux alternatives aux pesticides**. Malgré une sous-évaluation notoire des effets cocktails ou des effets sub-létaux sur les pollinisateurs, les données s'accumulent pour documenter les effets dramatiques des pesticides sur la biodiversité, l'équilibre des milieux, et sur la santé humaine (cancers, maladies neurodégénératives, atteinte du système reproducteur, contamination intra-utérine...). **Elles nous obligent à tous les efforts pour permettre aux agriculteurs de changer de modèle.**

Si le projet de la DG Santé de la Commission Européenne était adopté, à savoir la suppression des renouvellements d'autorisations, donc des réévaluations, pour la grande majorité des pesticides, c'est exactement la direction inverse qui serait prise. Cela diminuerait de fait la capacité des agences à encadrer la mise sur le marché des pesticides et à surveiller leurs effets environnementaux et sanitaires. **Nous assisterions à un retour plus de 30 années en arrière !**

Les 2300 scientifiques, soignants et soignantes signataires de cette lettre demandent que le gouvernement français, les parlementaires nationaux et européens mettent tout en œuvre pour s'opposer à cette proposition. Ils doivent aussi renforcer le rôle et l'indépendance de notre agence sanitaire, l'Anses, fragilisée depuis l'adoption de la Loi Duplomb.

Etant donnée l'urgence de la situation (le projet de la Commission devant être entériné mi-décembre) nous demandons un RV avec le premier ministre.

Médecins du monde 10-12-2025